

L'ÉDITO

Jurek Kuczkiewicz

GRÈCE : OPÉRATION RÉUSSIE, MAIS LE PATIENT ?

On entendra de bruyantes (auto)congratulations ce lundi à l'occasion de la sortie officielle de la Grèce de son programme européen d'assistance financière. Huit ans après le premier plan de sauvetage, « la Grèce retrouve enfin sa souveraineté », se réjouiront tant les dirigeants grecs qu'européens. Ils y ont tous joué une survie existentielle dans une crise dont les rebondissements, et particulièrement les six premiers mois de 2015, ont tenu l'Europe en haleine. Alexis Tsipras, arrivé au pouvoir avec la promesse de défaire son pays du carcan de l'austérité imposé par l'UE et le FMI, a joué et presque perdu le maintien de son pays dans la zone euro. Quant aux dirigeants européens, un « Grexit » était perçu comme la perspective d'un échec historique et symbolique, redouté comme le premier pas vers une dislocation tant de l'eurozone que de l'Union... (Personne ne donnait alors crédit aux chances d'un Brexit, autrement plus important qu'un Grexit, et qui fut choisi pourtant par les

Britanniques l'année suivante.) On préfère évidemment toujours accorder sa foi aux preuves du succès qu'aux raisons de ne pas y croire. A l'issue du plan imposé en juillet 2015 à Alexis Tsipras

par les Européens, la Grèce retrouve formellement son autonomie financière et l'accès aux marchés financiers, même si ce sera sous une surveillance serrée. Les Grecs, qui voulaient dans leur grande majorité rester dans l'euro encore plus que sortir de l'austérité, s'y sont maintenus.

Les Grecs voulaient rester dans l'euro encore plus que sortir de l'austérité

Leur pays a renoué avec la croissance, tout en ayant mené des réformes structurelles indispensables, notamment dans le fonctionnement d'un Etat parfois indigne de ce nom, particulièrement en matière de capacité à collecter l'impôt.

L'opération aurait donc réussi mais le patient, dont on ne peut dire qu'il est mort, va-t-il mieux pour autant ? Voire. Le chômage reste à 20 %, le double du niveau d'avant la crise. La production économique atteint 75 % de son niveau d'avant la crise. Le système financier reste plombé par des prêts non performants (en clair : « des prêts pourris ») qui représentent la moitié des prêts totaux. Au total, la Grèce, qui se situait en termes de richesse

au-dessus de la Pologne et du Portugal, est aujourd'hui le quatrième plus pauvre pays de l'UE, derrière la Bulgarie, la Croatie et la Roumanie. Et elle est, en termes de rattrapage, très loin du succès des autres pays - Irlande, Portugal, Chypre et Espagne - « sauvés » par des plans d'aide UE/FMI. Mais il est vrai que la Grèce partait d'une situation et d'une structure étatique autrement plus mauvaises...

La seule question qui compte est toutefois celle de l'avenir : le plan d'aide a-t-il tiré la Grèce

d'affaire ? Non. Car son endettement et les objectifs budgétaires que lui a fixés l'UE - un solde positif ininterrompu jusqu'à 2060 : oui, il est permis de rire - sont irréalistes. Le FMI le dit depuis des années, et les Européens, qui ne veulent pas d'une réduction de dette, le savent parfaitement. Ils ont donc repoussé le début du remboursement, ou d'une réduction de dette, à 2032 : c'est-à-dire hors de l'horizon politique des dirigeants actuels. Rien n'est plus facile que cela...

Ce n'est pourtant pas la dette publique qui produira de la richesse. Il a manqué à la Grèce et il manque toujours le seul plan qui vaille : celui d'un investissement massif dans l'économie réelle d'un pays qui, tourisme excepté, en est largement dépourvu. De cela, il n'a jamais été question...